

<b>Source</b>	<i>Cahiers Jaurès</i> n°193-194
<b>Date</b>	mars 2009
<b>Signé par</b>	Marion FONTAINE

L'ouvrage dirigé par Piero Caracciolo constitue une étude du cas italien sur la période 1992-2001. Appuyée sur de précieux outils (outre une abondante bibliographie, une chronologie est ainsi proposée en annexe), cette étude vise à mieux cerner une situation souvent caricaturée, en prenant pour angle d'attaque principal l'évolution des politiques publiques, et secondairement de la vie politique. L'ensemble des recherches présentées ici se fonde en effet sur l'idée qu'il y aurait une véritable spécificité dans la période qui court de la crise financière, morale et politique que connaît l'Italie en 1992 à la victoire de la coalition de centre-droit emmenée par Silvio Berlusconi en 2001. Aux yeux de la plupart des auteurs, cette spécificité réside dans l'expérience entreprise par une « gauche libérale » (c'est d'ailleurs le sous-titre de l'ouvrage), soucieuse de proposer un nouveau réformisme. Les différents protagonistes de cette expérience ne parviennent pas seulement à mener à bien l'assainissement des finances publiques italiennes et le passage à la monnaie unique ; ils s'efforcent aussi de moderniser des structures administratives considérées comme sclérosées et de définir une nouvelle stratégie, mêlant efficacité et souci d'équité, dans des domaines aussi divers que l'éducation, les politiques migratoires ou encore l'aide au *Mezzogiorno*. Cette redéfinition s'accomplit sur fond de mutations politiques majeures, au point que certains commentateurs ont pu évoquer la naissance d'une II<sup>e</sup> République. On assiste au même moment à l'apparition de nouvelles formations, telle que la Ligue du Nord, et surtout au bouleversement des structures traditionnelles de la gauche italienne, avec la disparition du Parti socialiste (PSI), la mue du Parti communiste (PCI) et les tentatives, guère couronnées de succès jusqu'à présent, pour faire émerger sur ces décombres une formation de centre-gauche à peu près unifiée.

Le livre esquisse donc les contours d'une situation particulièrement riche et complexe, révélatrice à la fois des transformations de l'Italie contemporaine et de mouvements plus généraux. On ne peut ainsi qu'être frappée par l'accélération du processus d'eupéanisation des politiques publiques, processus observable aussi bien dans le contenu de ces politiques (des finances à la gestion des territoires en passant par l'immigration) que dans les valeurs et les idées qu'elles charrient avec elles. À cet égard, on se prend parfois à regretter le manque de distance qui caractérise certaines contributions, plus proches d'une définition normative des « bonnes » politiques publiques que d'une véritable interrogation des phénomènes qu'elles étudient. Ce regret est d'autant plus présent que la situation et les expériences présentées sont beaucoup moins claires qu'il y paraît. L'unité postulée n'apparaît bien souvent que par défaut, ou par opposition avec les deux repoussoirs que constituent en amont l'hégémonie de la Démocratie Chrétienne et en aval l'omniprésence de Silvio Berlusconi. L'expérience de la « gauche libérale » (le terme recouvrant des personnalités et des majorités parlementaires sensiblement différentes) peine à apparaître autrement que comme un entre-deux et à s'inscrire dans la durée. À de nombreuses reprises, les auteurs présentent des réformes en partie avortées (l'administration), totalement abrogées par la suite (l'éducation) ou dont le caractère distinctif n'est pas

évident (politiques migratoires). Cet incertain succès, caractère incertain renforcé par l'ancrage durable au pouvoir de Silvio Berlusconi dans les années 2000, ne peut s'expliquer uniquement par le thème de la vertu ou des efforts « mal » récompensés. Il renvoie davantage à la difficile redéfinition de ce qu'est la gauche, problème qui est loin de concerner la seule péninsule et s'inscrit, lui aussi, à une échelle européenne. Il incite en outre à questionner la réception de ces politiques par une société italienne qui semble toujours menacée d'éclatement. Piero Caracciolo l'exprime lui-même à la fin de son introduction. « Si l'histoire de l'Italie unie compte plusieurs tentatives pour refaire le pays, c'est peut-être justement pour pallier la difficulté de « faire les Italiens » » : sans doute la période analysée ici renvoie-t-elle aussi à cette incertitude.